

favoriseront l'amélioration de la productivité agricole, ce qui contribuera à la promotion de l'économie verte dans la zone.

Égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes et des filles

Le projet a comme objectif de faire participer de façon équitable hommes et femmes à la résolution des problèmes liés l'assainissement (gestion, utilisation). Cette participation équitable sera rendue effective par le mode de représentation du personnel des Comités de quartier (CDQ) et la promotion de la parité homme-femme pour les personnes impliquées dans les structures mises en place. Le projet comprend des investissements qui sont susceptibles d'améliorer substantiellement les conditions de la femme : l'amélioration de l'accès à de meilleures conditions d'assainissement (volets boues de vidange et déchets) est globalement favorable aux femmes.

Droits de l'Homme

L'intervention sera attentive aux questions des droits de l'homme, qu'il s'agisse de droits fondamentaux, de droits lié au travail ou des droits de l'enfant. Dans toutes les activités, la cohérence avec la promotion des droits humains sera assurée.

Invalidité/Handicap

À l'exception des cadres de concertation et réflexion prévus dans l'OS1, l'action n'est pas considérée comme particulièrement pertinente pour l'inclusion des personnes souffrant de handicap. Le tri des déchets dans les CET peut présenter des opportunités d'inclusion mais qui sont difficilement identifiables à ce stade. Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention D0

Démocratie

La stratégie de l'Action face à la décentralisation est double : i/ assister les CT dans la construction de leurs rôles au sein du contexte de décentralisation et ii/appuyer le développement de compétences au sein des CT avec un transfert graduel des responsabilités, particulièrement pour les questions d'assainissement.

L'Action promouvra le dialogue au niveau des communes au travers de cadres de consultation et de réflexion qui ont. Une enveloppe est prévue pour appuyer la société civile pour des activités de sensibilisation.

Sensibilité aux conflits, paix et résilience

La résilience peut se comprendre dans le cadre de cette action comme une meilleure capacité économique à moyen et long terme pour faire face à des difficultés environnementales : l'accès à l'assainissement permettront de dégager du temps aux activités génératrices de revenus.

Réduction des risques de catastrophes

L'action devrait mitiger le risque de catastrophe sanitaire lié aux déchets liquides et solides par l'organisation de filières de collecte, transport et traitement/stockage.

Autres considérations le cas échéant

La malnutrition causée par l'infestation des vers intestinaux rend les enfants moins disponibles à l'éducation. Le manque de latrines dans les écoles tend à réduire la fréquentation scolaire des filles. Les maladies d'origine hydrique (et principalement le paludisme) causés par l'insalubrité restent les cas les plus fréquemment rencontrés dans les centres de santé régionaux. L'action s'attachera à favoriser au sein des communautés une prise de conscience élargie des rapports existants entre le manque d'hygiène et les maladies qui en découlent. En appuyant la gestion des ordures ménagères, et celles des boues de vidange à l'échelle de la commune, l'Action réduira significativement l'occurrence de maladies d'origine hydrique.

3.4. Risques et enseignements tirés

Les risques principaux sont liés :

Catégorie	Risques	Probabilité (Haute/ Moyenne/ Faible)	Impact (Haut/ Moyen/ Faible)	Mesures d'atténuation
Au niveau national, maintien	Risque 1	Faible	Moyen	Renforcement du dialogue de politique enclenché au niveau central et décentralisé